

GUATEMALA

C'est un pays d'Amérique centrale frontalier avec quatre pays: le Mexique, le Belize, le Salvador et le Honduras. Il est bordé au nord-est par la mer des Caraïbes et à l'ouest-sud-ouest par l'océan Pacifique. C'est le troisième pays de l'Amérique centrale par sa superficie mais il en est le plus peuplé. En 2017, la population du Guatemala est 16 658 000 habitants.

1842, la Fédération se disloqua pour donner lieu à cinq pays bien indépendants, soit le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica. Durant près d'un siècle, nombre de dictateurs se succédèrent et favorisèrent les immigrants européens et les intérêts nord-américains. Les Amérindiens se virent spoliés de leurs exploitations et durent se réfugier vers les terres arides du Nord.

Après avoir été aux mains d'entreprises américaines pendant la première partie du XXe siècle, l'infrastructure du Guatemala s'est d'abord développée comme un moyen pour les dictateurs de pénétrer dans les zones rurales.

En 1881, l'utilisation du téléphone public a été officialisée par le lien existant de la **ligne télégraphique** physique entre la capitale "**Guatemala**" et la ville d'**Antigua Guatemala**, commençant le service public par l'État seulement cinq ans après la naissance du téléphone dans le monde.

Le 23 septembre 1884 Un illustre homme d'affaires guatémaltèque, **D. Roderico Toledo**, s'efforce de démarrer et d'organiser le service téléphonique local de la capitale du Guatemala, pour lequel il obtient une concession gouvernementale. par l'intermédiaire d'une société appartenant au *Guatémaltèque Roderico Toledo*, dont le siège était aux États-Unis (Diccionario General de Guatemala).

Le Guatémaltèque **Toledo** a organisé à San Francisco (Californie), dans l'ouest des États-Unis, une entreprise qui fonctionnait grâce à une connexion accordée par l'État du Guatemala.

En 1890 Son projet, lors de son développement, n'a eu que **180 abonnés**.

Le 8 janvier 1891 *Toledo* décide de vendre ses droits à la *Compagnie de téléphone guatémaltèque*.

Cette compagnie de téléphone guatémaltèque a connu une croissance importante au cours des premières années de ce siècle, atteignant **900 abonnés en 1909**.

Le capital de cette compagnie est composé de 4 000 actions de 100,00 \$ US chacune.

Le service rendu au public est d'excellente qualité et sans interruption 24 heures sur 24 et tous les jours de la semaine.

Le centre d'exploitation composé de la salle de **commutation manuelle** générale interconnecte les 900 abonnés de la capitale du Guatemala.



Bâtiment de la Direction générale des télégraphes et des téléphones en 1905

En 1916 Les actions de la société sont progressivement acquises par des Allemands,

Cette situation aurait duré mais le Guatemala est entré dans la Première Guerre mondiale, alors le gouvernement guatémaltèque s'est emparé des actifs allemands en les saisissant.

Le renversement d'Estrada Cabrera et l'installation de l'oligarque libéral Carlos Herrera à la présidence (1920-1921) signifient un renforcement de la tendance au contrôle national des infrastructures.

La nouvelle Constitution de **1921** établit que « l'État se réserve la propriété des services postaux, de la télégraphie, de la radiotélégraphie, de la navigation aérienne, de l'émission monétaire ».

Cependant, **en 1925**, la société américaine *All American Cables Incorporated* a commencé ses activités dans le domaine des services de télécommunications internationales.

En 1927, les **premiers centres téléphoniques automatiques** sont inaugurés, à la suite d'un contrat avec la société allemande **AEG** pour l'installation de **2 000 lignes**, et la possibilité de les **étendre à 6 000**. Le contrat a duré cinq ans.

En 1932 la société suédoise **Ericsson** place des nouveaux téléphones.

1931 Après quelques années mouvementées de divers gouvernements militaires, **Jorge Ubico**, membre de l'oligarchie d'origine militaire, remporte les élections de 1931, restant au pouvoir pendant 13 ans.

Dans cette période, la militarisation augmente. En particulier, les organismes vitaux, comme ceux qui contrôlaient les moyens de communication (services postaux, télégraphiques, radio), étaient placés sous la direction de commissaires militaires. Même les écoles et l'orchestre symphonique ont été militarisés.

Ubico a mis l'accent sur la construction de bâtiments publics, de routes, d'électricité et de communications. La construction de moyens d'électricité et de téléphonie (qui étaient étroitement liés) se répandit rapidement.

L'intention principale d'Ubico, avec la mise en place d'un programme de communication, était d'étendre son propre pouvoir et son contrôle.

On dit qu'il aurait été pleinement impressionné par les implications politiques des communications instantanées, qui permettaient un contrôle direct de toute la nation depuis la capitale, et plus précisément depuis le palais présidentiel. Les communications officielles relevaient de la responsabilité du ministère des Travaux publics, mais tous les projets nécessitaient l'approbation personnelle d'Ubico.

Cependant, Ubico a rapidement découvert les limites financières que les maigres revenus de l'État imposaient à son travail.

Une caractéristique de l'État guatémaltèque était ses restrictions fiscales sévères, mais aussi sa retenue en matière d'augmentations d'impôts et d'acquisition de prêts étrangers.

La réticence à s'endetter est née à la fin du XIXe siècle, lorsque les oligarques locaux ont préféré investir directement dans les infrastructures plutôt que d'accepter des prêts extérieurs pour cela. Ainsi, et comme l'indique Bulmer-Thomas, avant les années 1920, la dette publique guatémaltèque était faible, selon les normes en vigueur ; en 1920/21, il n'était que de 1,9 million de livres sterling, soit environ 1,3 livre sterling par habitant.

La dette était envers les pays qui utilisaient l'étalon-or, ce qui se traduisait par des charges lourdes et croissantes en monnaie locale.

Confronté à des problèmes fiscaux, Ubico a poursuivi la tradition de réduire les coûts plutôt que d'augmenter les impôts. Même pendant la dépression, qui a conduit à des politiques anticycliques dans de nombreux pays d'Amérique latine, Jorge Ubico a préféré faire défaut sur la dette extérieure et réduire les dépenses de l'État d'environ 30 %, afin d'éviter une crise budgétaire progressive.

Cependant, elle a recherché des investissements étrangers, dont la majeure partie provenait des États-Unis. *La United Fruit Company (UFCO)* est devenue un propriétaire dominant d'infrastructures par l'intermédiaire de sa filiale *Tropical Radio and Telegraph Company (TRT)*.
Ce dernier a établi les *premières lignes téléphoniques entre l'ancienne capitale, Antigua, et Guatemala City*.

La valeur des frais mensuels était de 8,00 Q pour le secteur commercial et de 3,50 Q pour le secteur résidentiel.

Situation qui conduisit à réprimer le développement du téléphone et à négliger la qualité du service, obligeant le gouvernement à intervenir, à la fois en édictant le *Règlement tarifaire du 13 décembre 1932*, qui réduisit le droit d'installation au tiers, et en entreprenant un nouveau projet à travers un contrat, cette fois à des conditions plus favorables pour le pays.

Le 15 septembre 1932, le jour de la commémoration de l'indépendance en Amérique centrale, le **service téléphonique manuel est inauguré** dans trois villes du sud-est du pays : **Fraijanes, Barberena et Cuilapa** ; s'étendant jusqu'à la frontière avec la république sœur d'El Salvador, avec laquelle le service entre les deux capitales est formellement actif.

En 1933, le gouvernement a signé un contrat avec la **TRT** pour qu'elle prenne également en charge les services internationaux.

1935 En 1935, le service est étendu aux départements.

Au cours de l'année les communications entre les abonnés du service automatique de la capitale avec les terminaux à magnéto de toute la république sont facilitées au moyen de **l'installation d'un centre manuel**.

Dans la capitale du Guatemala il y avait **2 centrales** téléphoniques automatiques avec un total de **5 000 lignes** en fonctionnement.

En référence à la législation, les services télégraphiques régis par le Code télégraphique depuis 1905, sont mis à jour en 1935 par le décret 2080, Code des communications électriques, qui prévaut jusqu'en 1992.

Le 14 février 1939, le service public du téléphone par radio à travers les stations radiotéléphoniques a commencé par la création de la Section nationale des radiocommunications, qui a pris effet le 3 octobre de l'année précédente.

Ce nouveau réseau radio a été formé à partir de la station centrale de la capitale reliant toutes les capitales départementales et six autres municipalités (Tiquisate, Chiquimulilla, Puerto de San José, Malacatán, Livingston, Champerico, Coatepeque et Ayutla Tecún Umán).

La qualité de service obtenue grâce à l'application des avancées technologiques, très importantes pour la principale population urbaine du pays, a été remarquable.

Plus tard, en 1939, un contrat a été signé avec la République du Mexique pour établir un service de radiotéléphonie entre les deux capitales

A la fin des années 30, les soulèvements se répandent en Amérique centrale.

À ce moment-là, l'État guatémaltèque avait établi une infrastructure dans la région intérieure du pays. Cependant, l'État était encore fortement dépendant de l'armée et le réseau de communication qui avait été établi leur a grandement profité.

En 1939, les signes d'opposition étaient évidents. Une série d'événements ont coïncidé et ont contribué à la formation d'une coalition composée d'étudiants, de travailleurs, de l'oligarchie et d'une partie de l'armée, qui ont ensemble renversé Ubico en 1944. Ubico a transféré le pouvoir à une junte militaire qui a donné des pouvoirs au général Federico Maquereau. Les tentatives de Ponce de poursuivre la politique de Jorge Ubico ont rapidement conduit à son retrait par les mêmes forces qui l'avaient installé, et ils le remplaceront par un conseil intérimaire composé du colonel Francisco Arana, du capitaine Jacobo Árbenz et de l'homme d'affaires Jorge Toriello. Ce conseil a appelé à des élections en décembre, au cours desquelles le professeur d'université Juan José Arévalo a remporté une écrasante majorité. Arévalo n'est pas né dans l'élite, mais il avait des liens étroits avec elle, notamment avec la famille Arzú Irigoyen.

Une nouvelle Constitution a été rédigée, qui garantissait la décentralisation du pouvoir exécutif, la séparation des différentes dépendances gouvernementales et la réorganisation de l'armée en une institution apolitique et autonome.

En janvier 1945, le Congrès décrète le contrôle des communications télégraphiques, câblées et radio, mais laisse les sociétés étrangères, qui en sont propriétaires, obligées de fournir les services.

Les réformes sociales d'Arévalo ont contribué à la désunion des élites, et quelques mois après son investiture, les fronts s'étaient durcis entre les anciens alliés. Malgré le fait qu'Arévalo ait mis en place des politiques qui pourraient profiter au secteur privé, il n'a pas pu obtenir beaucoup de soutien de celui-ci. En réalité, il y a eu une augmentation de la syndicalisation du secteur privé, car Arévalo a levé l'interdiction de syndicalisation du secteur privé, qui avait été introduite par Ubico, car le secteur privé regardait avec aversion certaines de ses réformes. Le coup de grâce pour la coalition est venu avec la promulgation d'un code du travail complet le 1er mai 1947. Après des conflits internes, Arévalo est remplacé par Arbenz.

La politique d'Árbenz était plus axée sur l'économie que sur les réformes sociales, et lui-même était clairement un nationaliste, lançant une campagne contre le monopole des entreprises étrangères dans des secteurs économiques clés. La construction de l'autoroute vers l'Atlantique - qui serait parallèle au chemin de fer appartenant à UFCO (par l'intermédiaire de sa filiale, les Chemins de fer internationaux d'Amérique centrale) - a commencé et a prévu la construction d'une centrale hydroélectrique de 28 000 kilowatts, celle qui concurrencerait la Compagnie électrique étrangère, à capitaux privés. En 1950, il crée la compagnie aérienne nationale AVIATECA (décret 733) et en 1952, il promulgue le décret 900 par lequel il appelle à une modeste réforme agraire, par la redistribution des terres en friche.

Contrairement à la perception de l'époque, la nationalisation des infrastructures a moins à voir avec le communisme qu'avec les recommandations de la mission de la Banque mondiale au Guatemala en 1950. Cependant, le décret 900 est interprété comme une action communiste et scelle le sort de la gouvernement Arbenz. À l'exception de l'oligarque Guillermo Toriello Garrido, qui a défendu les actions d'Árbenz, une oligarchie unie a conclu une alliance avec les États-Unis et l'armée locale. Ensemble, ces derniers organisèrent le renversement d'Árbenz, qui eut lieu le 18 juin 1954, commandé par le général Castillo Armas, qui deviendra plus tard le président du Guatemala pour les quatre années suivantes.

A cette époque et à partir de 1945, les 30 villes les plus importantes ont un service de radiotéléphonie avec la capitale et bien sûr, les télécommunications internationales, télégraphiques et téléphoniques répondent aux exigences de qualité de ces années.

S'étant progressivement amélioré et atteignant le trafic centraméricain faisant la fonction de transit dans la station exploitée par TRT, à partir de 1955. En cette année 1955, l'extension des lignes du réseau télégraphique est de 7 000 kilomètres et celle correspondant au réseau téléphonique est de 4 300 kilomètres.

La propagation des idées néolibérales au Guatemala remonte au travail d'un petit groupe d'hommes d'affaires liés à différentes parties du secteur privé, un groupe dirigé par l'homme d'affaires et membre du conseil d'administration de la Chambre des industries, Manuel Ayau Cordon. Son travail a commencé en 1958 avec la fondation du Centre d'études socio-économiques (CEES). CEES a été formé par un groupe de sept amis, pour la plupart descendants de familles guatémaltèques influentes, mais largement dispersés parmi les agro-exportateurs et les industriels.

Avout 1956 commande d'un **réseau téléphonique automatique** à **Siemens**

En Agosto de 1956, se contrató a la Compañía Siemens, S. A., de Alemania, para continuar el desarrollo telefónico de la ciudad y ésta instaló las primeras nuevas plantas telefónicas automáticas con el sistema de selectores de giro a motor, las que tenían una capacidad inicial de 22,000 líneas, ampliables hasta una capacidad final de 72,000 líneas, proyectándose la red telefónica en forma descentralizada, debido a razones del desenvolvimiento urbanístico de la ciudad, economía en el costo de los cables, descongestionamiento de la central y mejores resultados eléctricos.

De tal ampliación quedó la ciudad de Guatemala en la siguiente forma:

CENTRAL	Edificios	
	Capacidad Inicial	Capacidad Final
Centro	10,000	40,000
La Parroquia	1,000	4,000
Tivoli	5,000	10,000
Villa de Guadalupe	1,000	4,000
Guarda Viejo	4,000	10,000
Reformita	1,000	4,000
Total:	22,000	72,000

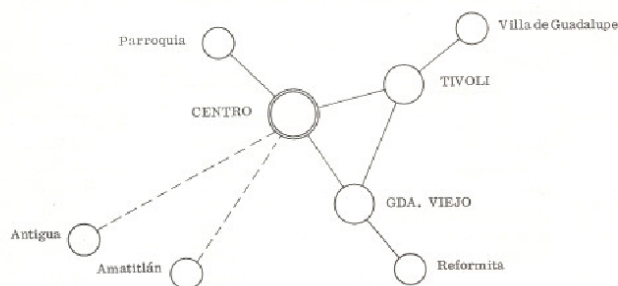
C'est le début d'une nouvelle période, lorsque le **premier réseau téléphonique automatique métropolitain** totalement nouveau a été inauguré, avec des centraux téléphoniques automatiques fabriqués par **Siemens** d'Allemagne, de technique pas à pas, avec une capacité initiale de **22 000 lignes** téléphoniques.

L'architecture qui a été définie alors pour le réseau métropolitain est celle qui a prévalu jusqu'à la fin du XXe siècle, avec laquelle on observe un travail d'aménagement réussi avec une vision à long terme.

Le 3 juillet 1959, le service automatique interurbain a été inauguré à travers un **central interurbain équipé de 124 circuits interurbains et deux centraux départementaux** que sont : **Antigua Guatemala avec 600 lignes**, et **Amatitlán, avec 200 lignes** ; leurs capacités finales sont respectivement de 2 000 et 1 000. Ce qui représente le **début de la nationale automatique interurbaine** du Guatemala.

CIUDAD	Edificios	
	Capacidad Inicial	Capacidad Final
Antigua-Guatemala	600	2,000
Amatitlán	200	1,000

Situación Esquemática de las Centrales Telefónicas Automáticas como Resultado del Primer Contrato con SIEMENS en 1956.



En 1959, los primeros teléfonos a piezas ont été mis en service. Au total, il y a 60 appareils situés dans la capitale et dans d'autres villes (Quetzaltenango, Antigua, Amatitlán et Escuintla), ceci étant la première phase du projet qui atteint 400 unités à la fin de son achèvement.

Cette année, les communications internationales sont effectuées de manière semi-automatique pour les abonnés urbains, tandis que le public a accès via le bureau public urbain de la ville de Guatemala pour communiquer avec tout le pays. Le service international par radio continue d'être assuré par l'intermédiaire de la Tropical Radio Telegraph Co., avec le monde entier et le service d'information locale est introduit par l'intermédiaire d'un opérateur.

Enfin, au cours de ces années, la Direction générale des télégraphes a acquis un **central télex**, type TW 39 fabriqué par Siemens, pour démarrer l'exploitation publique et automatique du réseau télex.

L'instabilité causée par la crise économique, les conflits pendant l'Alliance pour le progrès et d'autres événements politiques ont conduit à un **coup d'État militaire en 1963** et à la prise du pouvoir par Enrique Peralta Azurdia. Cela a coïncidé avec l'expiration de la concession accordée à TRT pour exploiter la téléphonie internationale. La TRT avait été en conflit avec le syndicat des travailleurs de Stigua (plus tard Steguatel) au sujet du droit de négocier les salaires et les conditions de travail, et lorsque le ministre du Travail et de la Sécurité sociale a convoqué les représentants syndicaux pour leur demander leur avis sur la nationalisation des télécommunications, ils ont exprimé leur plein soutien, puisque l'entreprise nationalisée acquerrait une autonomie et que les travailleurs auraient le droit de négocier.

De cette façon, et par décret 4-65 du **26 janvier 1966**, **Guatel** International a été créé, avec pour mandat de fournir des services téléphoniques internationaux. Plus tard, la même année (en mars 1966), la loi sur la radiocommunication a été approuvée, établissant la direction générale de la radiodiffusion comme une dépendance du ministère des Communications et des Travaux publics. Cela a centralisé l'administration du spectre radioélectrique au sein du ministère.

Très vite, le CEES établit des contacts internationaux et commence à analyser les idées développées aux États-Unis et en Europe ; la Foundation for Economic Education (FEE) à New York, la Mont Pellerin Society en Autriche, et à travers eux des personnalités telles que Milton Friedman et Friedrich von Hayek, qui sont devenues des sources d'inspiration pour Ayau et son groupe.

Le CEES a commencé son travail en se concentrant sur la diffusion d'idées sur "la société libre", à travers une émission de radio quotidienne et une chronique hebdomadaire dans le journal El Imparcial. A l'ordre du jour des premières années figuraient en premier lieu la lutte contre l'impôt sur le revenu, la question du salaire minimum, celle de la protection tarifaire et la régulation du taux de change.

En 1968, la téléphonie mobile est apparue au Guatemala, avec une station de base à **Santa Elena Barillas**, pour desservir **80 abonnés** caféiculteurs du centre et du nord-est du

pays. Le système fonctionne avec 4 canaux dans la bande 155 Mhz.

En outre, cette année, un deuxième **central télex automatique** a été installé au Centre, du type **ESK TWB** fabriqué par Siemens, d'une capacité de 100 abonnés.

Par la suite, le service a commencé en dehors de la capitale, plus précisément à Puerto Barrios, Izabal, via un **ESK TW 9** Central d'une capacité de **30 abonnés** liés aux opérations portuaires.

La nationalisation des télécommunications et la création de Guatel étaient également liées à l'implication croissante des États-Unis dans les activités de surveillance en Amérique centrale. Le Bureau de la sécurité publique (OPS) de l'USAID était responsable de la normalisation des procédures de télécommunications et a fourni l'équipement au Réseau international de sécurité des télécommunications en Amérique centrale et au Panama en 1964-1965.

En octobre 1966, et avec la participation de représentants du US Southern Command, le système de télécommunications militaires d'Amérique centrale (SIMCATEL) a été créé. Les Américains étaient particulièrement actifs au Guatemala, où l'OPS a établi un service de renseignement de la police. En août 1964, Peralta avait également créé une agence de renseignement présidentielle – avec sa base dans le palais présidentiel –, au sein de laquelle se trouvait un Centre régional de télécommunications (la Regional), qui reliait la police nationale, la garde du Trésor, les détectives du corps, le ministère de l'Intérieur, la maison présidentielle et le centre de communications militaires. Le Regior a également servi de dépositaire d'informations sur les militants, à des fins d'enlèvements et d'assassinats politiques (Schirmer, 1998, pp. 157-158).

En somme, les institutions de l'État ont été renforcées au cours de cette période par l'extension du système d'emploi comme rémunération politique, et plus tard par leurs fonctions de sécurité accrues, face à la menace émergente des forces de guérilla. L'infrastructure et les télécommunications ont joué un rôle important dans les deux aspects.

Cependant, bien que l'État ait obtenu un certain succès en termes de centralisation, cela a toujours été limité par l'opposition continue du secteur privé. L'industrialisation dirigée par le gouvernement n'était possible que lorsqu'elle était soutenue par le secteur privé, et la capacité de l'État à extraire les ressources de ce dernier était extrêmement limitée. De plus, une grande partie du secteur privé reste fermement opposé à toute ingérence de l'État, et cette opposition va se renforcer au cours des trois prochains gouvernements militaires.

Les gouvernements militaires des années 1970 étaient guidés par une philosophie inspirée du développementalisme militaire péruvien.

Arana Osorio croyait que les militaires étaient mieux qualifiés pour gouverner que les civils, en raison de leur meilleure discipline, éducation et expérience. Par conséquent, il a eu recours au corps des officiers pour occuper des postes gouvernementaux élevés et pour prendre des décisions politiques. Sous sa présidence, les militaires et les personnes qui y sont liées sont devenus de grands propriétaires terriens, ont créé des sociétés commerciales et des projets industriels et ont pris le contrôle des services.

Les télécommunications étaient exploitées par trois entités gouvernementales: la Société guatémaltèque des télécommunications internationales (ex TRT, créée par le décret 465) fournissant des services internationaux, la Direction générale des téléphones, chargée des services locaux, et le Projet téléphonique de la Direction générale des travaux publics, canalisation des travaux de génie civil. Sur recommandation d'une mission de la Banque mondiale, les trois parties ont été fusionnées en une nouvelle société, **Guatel**, conformément à la loi 14-17 d'avril 1971. La nouvelle société a été créée afin d'améliorer la coordination et la planification.

Le renseignement militaire avait été soutenu par le gouvernement américain depuis le coup d'État de la CIA en 1954, mais avec la création de Guatel, la fonction de contrôle des appels est passée du quatrième étage de l'ambassade américaine au deuxième étage de Guatel. En raison des protestations du personnel plus technique de Guatel, cette fonction a ensuite été transférée à une installation militaire.

Guatel a été créé en tant qu'institut relevant du ministère de la Communication et des Travaux publics, le ministre assumant automatiquement le poste de président de l'entreprise. Outre lui, le conseil d'administration était composé du ministre de l'Intérieur, du ministre des Affaires étrangères et de deux autres membres nommés par le président de la République. Il avait été initialement proposé que le ministre de la Défense fasse également partie du conseil d'administration, mais en raison d'objections contre l'implication directe de l'armée, cela a été rejeté. Le conseil d'administration était la plus haute autorité de Guatel, avec la responsabilité de nommer le directeur; et, comme exemple de la manière dont les nominations étaient faites sous le régime, le premier désigné fut le frère d'Arana Osorio.

Lorsque la nouvelle entreprise a commencé ses opérations, une augmentation notable des projets a été observée, ce qui s'est traduit par des réalisations importantes dans le développement du réseau.

D'une part, deux projets principaux sont en cours de réalisation dans la zone métropolitaine :

a) L'une des 6 000 lignes assemblées dans des centraux mobiles de type NC 230, fabriquées par NEC, réparties comme suit : Vista Hermosa, Parroquia et Asunción, 2 000 chacune ; et,

b) un autre grand projet de 43 000 lignes de type NC 400, marque NEC réparties comme suit : 22 000 lignes à Centro, 16 000 lignes à Tivoli et 5 000 à Monte Verde.

La zone départementale a également connu une expansion importante avec la réalisation de deux projets principaux ; Les villes bénéficiaires sont : Mixco, Chiquimula, Retalhuleu, Flores, Puerto Barrios, Cobán, Jutiapa, Coatepeque, Panajachel, San Marcos, Huehuetenango, Totonicapán, El Quiché, Santa Lucía Cotz. Salama, Jalapa, San Juan Sacatepequez, San Lucas Sacatepequez et Tiquisate.

Au total, 13 800 lignes ont été exécutées par deux projets, l'un de 6 000 lignes de type NC 230, de NEC et l'autre de 7 800 lignes de type **ARF 1 02**, d'Ericsson.

Parallèlement, un nouveau central interurbain est inauguré selon la même technique que les précédents (**Crossbar**), **NEC 820**, d'une capacité de 2 000 circuits.

Auparavant, une centrale internationale avait été inaugurée, utilisant la technique du **Crossbar** de marque **NEC**, avec 600 circuits qui remplaçaient le précédent,

En 1972, Ayau a fondé l'Université "Francisco Marroquín" (UFM), dans le but explicite de diffuser la théorie politico-économique libérale. Ayau a également travaillé directement par les canaux politiques. Il obtient un siège au parlement (1970-74), position à partir de laquelle il lance des attaques féroces contre l'establishment de Guatel en 1971 et contre la nationalisation de l'électricité en 1973.

En 1979, Ayau et ses partisans préparent un programme gouvernemental en pleine maturité. Dans ce programme, il a non seulement proposé des politiques économiques, mais leur a donné une explication théorique solide et leur a fourni des solutions à la fois idéales et politiquement réalisables. Ainsi, les propositions de privatisation ou de démonopolisation de toutes les entreprises publiques, y compris INDE et Guatel, elles étaient complétées par des explications exhaustives sur comment et pourquoi elles devaient être réalisées. En outre, il a conçu une stratégie politique pour atteindre les objectifs. L'un des points du programme était de mener une « guerre psychologique » contre les mythes et les catégories déformantes d'explication, comme « les oligarques, les multinationales, les riches » (CONSECA, 1979).

Bien qu'il ait été autrefois candidat à la présidence, Ayau a eu peu de succès en tant que politicien. Mais l'UFM grandit en taille et en prestige. Et elle a acquis la réputation d'être la meilleure université privée non seulement du pays, mais de la région, et ses diplômés ont commencé à occuper divers postes au sein du gouvernement et des entreprises.

Le général Laugerud García a poursuivi les programmes de modernisation d'Arana. Ce général appartenait à une faction militaire orientée vers la promotion du changement social et la réduction progressive des inégalités, en appliquant des politiques de type keynésien.

Cela a conduit au triplement du budget de l'État entre 1974 et 1978.

Cela a non seulement augmenté la bureaucratie, mais a également fourni de nombreuses opportunités d'enrichissement personnel à l'armée.

Guatel a continué d'être une source de revenus pour l'État, ainsi qu'un moyen de fournir des emplois en paiement d'un soutien politique. Cependant, **le nombre de lignes téléphoniques dans le pays a considérablement augmenté**, passant de 46 289 en 1974 à **128 783 en 1978**.

En fait, les 10 premières années de GUATEL ont été celles d'un développement efficace du réseau : la capacité des usines dans la zone métropolitaine a doublé de 38 000 à 83 000 lignes ; l'extension départementale est passée de 3 000 à 13 000 lignes et le réseau interurbain de 7 à 20 villes avec desserte automatique et 2 000 circuits ; et le central a été changé avec un nouveau central automatique international avec lequel la numérotation internationale automatique a été inaugurée, exploitant le système de transmission international via son épine dorsale, l'artère régionale des télécommunications.

Cet effort amène le développement parallèle du Réseau National de Transport ; En 1974, l'exploitation de la route principale a commencé, dans la bande 6 Ghz dans un arrangement 1 + 1, avec une capacité de 960 canaux téléphoniques et un canal de télévision couleur, à travers 17 stations de relais, reliant la station Omoa au Honduras à établir une route alternative vers le réseau régional avec ce pays. Cette artère hertzienne constitue l'épine dorsale pour développer le système de transmission national, qui comptait en seulement 5 ans 50 liaisons radio de différentes capacités, 960, 300, 120, 60 et 24 canaux reliant toutes les régions et principales villes du pays. En outre, Et enfin, la décennie s'achève avec la mise en service d'une station terrienne standard de type "B" connectée au système INTELSAT et avec elle une étape d'autonomie de transmission vers le monde entier.

L'énorme effort développé a eu la participation de trois sources de financement, la plupart d'entre elles avec les ressources propres du GUATEL et les deux autres la Banque mondiale (BID) et la Banque centraméricaine d'intégration économique, CABEL.

En revanche, la société GUATEL comptait 3 600 salariés, soit un ratio de 41 salariés pour 1 000 lignes ; et concernant le niveau de densité atteint, on observe qu'il y a 1,2 téléphones pour 100 habitants dans le pays.

Aux élections de **1982**, il n'y avait qu'un seul candidat militaire, mais après des accusations de fraude, un groupe de jeunes officiers militaires organisa un coup d'État et

nomma le général Efraín Ríos Montt président. Ce général était perçu comme un opposant au programme de développement militaire de Laugerud, et bénéficiait d'un fort soutien des forces plus conservatrices du CACIF, affiliées à l'Union nationale agricole (UNAGRO), formée en 1984 par l'AGA et la Chambre d'agriculture. À l'heure actuelle, l'appareil militaire et l'appareil d'État étaient tellement imbriqués que les membres du renseignement militaire "reçoivent parfois leur salaire d'agences gouvernementales responsables de l'électricité ou du tourisme" (entretien avec un responsable du renseignement, Schirmer, 1998, page 19).

Malgré les violations continues des droits de l'homme commises par le régime de Ríos Montt, le 29 septembre 1982, l'administration Reagan a retiré le Guatemala de des violateurs des droits de l'homme. À la suite du changement de politique, les six prêts de la Banque mondiale et de la BID qui avaient été retenus ont maintenant été décaissés. Celles-ci valaient 170 millions de dollars, et 71 millions de dollars des fonds de la BID iraient au financement des télécommunications rurales. La levée de l'interdiction a également ouvert la voie à la Banque mondiale pour régler un troisième prêt de télécommunications de 30 millions de dollars EU, qui a été approuvé en mars 1984 (Banque mondiale, 1986a, p. 1).

À partir des années 1980, la principale préoccupation du FMI était la stabilité budgétaire obtenue en réduisant les déficits budgétaires, ce qui avait été obtenu principalement en augmentant les impôts. Le secteur privé s'y était farouchement opposé, arguant qu'au lieu d'augmenter les impôts, les entreprises publiques devaient être privatisées. Cependant, en juillet 1983, Ríos Montt a signé un accord avec le FMI, qui était conditionné à l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 10 %.

La situation du réseau au début de cette période est satisfaisante grâce aux efforts antérieurs ; cependant, la demande de services s'accumule depuis plusieurs années sans pouvoir être satisfaite en raison de la faible capacité des usines ; Ce déficit entre l'offre et la demande a des perspectives d'aggravation selon les études de base ; D'autre part, la pression du développement technologique mondial et des réseaux internationaux, ainsi que l'avènement de nouveaux services, ont généré la formulation et l'élaboration du Plan directeur pour le développement des télécommunications au Guatemala, instrument directeur pour le développement de ces qui établit quatre étapes de cinq ans chacune avec un objectif de 176 000 lignes (80 % pour la Métropole) et 134 000 pour la deuxième étape, ce qui signifie que 300 000 lignes devraient être atteintes en 1990.

Bien que l'armée ait poursuivi sa brutale campagne anti-insurrectionnelle sous le gouvernement Mejía Victores, il a également entamé le processus de démocratisation. Dans le cadre de ce processus, il a remplacé les officiers militaires du centre national de communications, de Guatel, et de l'INDE par des civils, bien que plusieurs de ces officiers occupaient encore certains des postes de rang inférieur. Le régime Mejía Victores a également entamé un Grand Dialogue National. Grâce à cela, les éléments développementalistes parmi les militaires ont été renforcés sous la direction d'Héctor Alejandro Gramajo.

Au début de la décennie, on constate que la lenteur du processus d'exécution des projets et ses complications administratives et juridiques aggravent la situation de demande insatisfaite ; En effet, chaque programme d'expansion comprend plusieurs projets, chacun avec plusieurs appels d'offres et contrats ; Par ailleurs, le financement dépend des Banques de Développement et du Congrès de la République ; au final, l'exécution ne se déroule pas comme prévu, l'installation extérieure est en retard jusqu'au bout et les centraux sont disponibles mais les abonnés ne peuvent pas être raccordés ; ce qui produit un fort écart entre les deux usines et complique la relation entre l'offre et la demande de services.

En 1985, Mejía Victores a appelé à des élections, au cours desquelles le candidat du Parti chrétien-démocrate (PDCG), Marco Vinicio Cerezo Arévalo, l'a emporté. La victoire de Cerezo a marqué un tournant, en ce sens qu'il s'agissait de la première élection démocratique en 16 ans. Cependant, à bien des égards, c'était un peu plus la même chose. Dans une interview personnelle, Cerezo a souligné qu'il n'avait que 33 % du pouvoir : les 66 % restants étaient partagés entre les États-Unis, le secteur privé et l'armée. De plus, le PDCG était traditionnellement allié aux militaires. Dans les discussions sur la privatisation et d'autres réformes, menées sous le régime Cerezo, il a dû tenir compte de l'antagonisme historiquement développé entre l'État militaire et le secteur privé. Et si le secteur privé s'est parfois prononcé en faveur de politiques libérales, dans d'autres cas, il a souvent soutenu des politiques illibérales, si celles-ci pouvaient servir ses intérêts. C'est dans ce contexte qu'au début des années 1990, les premières propositions de privatisation des télécommunications ont été introduites.

Le gouvernement Cerezo avait encore deux sources de fonds externes. Et il a réussi à attirer des capitaux de l'étranger en émettant des obligations dites Cenivacus, avec un taux d'intérêt de 25 %. Plus tard, il a reçu des fonds du gouvernement japonais, qui a augmenté ses prêts au Guatemala. Parmi ceux-ci figurait un prêt de 170 millions de dollars pour le développement des télécommunications et de l'électricité (Infopress, 22 mars 1990).

Le principal représentant de ce modèle de démocratie chrétienne, sous le gouvernement Cerezo, était Lizardo Sosa, premier ministre de l'Économie (1986-88), puis président de la Banque centrale. Il était également le principal partisan de la privatisation et avait de fréquentes confrontations avec son successeur, le ministre de l'Économie, Oscar Piñeda Robles, qui insistait pour maintenir un certain contrôle sur l'État.

De plus, un nouvel centre international a également été contracté avec la firme [Ericsson](#).

L'équipement et son interconnexion ont été installés au cours des années **1986 et 1988**, commençant l'installation des abonnés en 1988, année au cours de laquelle **3 300 nouvelles lignes** d'échanges numériques de technologie **AX 10** ont été installées ; les années suivantes enregistrent de fortes augmentations du nombre d'abonnés, 20 000 en 1989 et 31 000 lignes, chiffre record dans l'histoire du GUATEL ; Au cours des deux dernières années, l'installation des unités déportées a été achevée, avec près de 20 000 lignes restant à installer.

En outre, en dehors de la zone métropolitaine, le projet de 30 800 lignes pour l'intérieur du pays est en cours d'exécution, composé de 21 centraux locaux et de deux centraux interurbains, l'un dans la capitale et l'autre dans la ville de Quetzaltenango ; l'équipement provient de la société Italtel, technologie de commutation **UT 10**.

Parallèlement, des projets sont en cours pour renforcer et étendre le réseau national de transmission, de sorte qu'à partir de l'année 1989, l'installation des abonnés a commencé, ce qui finira par permettre d'alléger la demande de service téléphonique dans les 26 villes.

Fin 1990, 5 000 nouveaux abonnés avaient déjà été installés, atteignant à la fin de la décennie 34 000 lignes départementales en service, soit 190 000 sur l'ensemble du territoire, soit une augmentation de 115 % au fil des ans80. de sorte qu'à partir de l'année 1989 a commencé l'installation d'abonnés, ce qui à terme permettra de soulager la demande de service téléphonique dans les 26 villes.

Un autre service qui a émergé ces dernières années est celui de la transmission de données via le réseau de données.

En 1985, un terminal packer-unpacker appelé COMPAQ a été installé, connecté à un nœud TRT et à travers lui au réseau mondial de données à commutation de paquets ; À la fin de la période, un nœud de commutation connecté au réseau de données RACSA au Costa Rica a été contracté, atteignant 200 abonnés à la fin de 1990, enregistrant une demande actuelle importante et un marché potentiel en croissance progressive. Au cours de ces années, GUATEL a conçu son propre réseau de données et a commencé sa contractualisation ; composé de plusieurs nœuds de commutation de données par paquets dans la capitale et dans les départements.

Enfin, certains aspects doivent être soulignés dans l'arrêté administratif ; Au cours des années 1984 et 1985, GUATEL a reçu l'assistance technique de Teleconsult, SA, chargée du financement par prêt de la Banque mondiale, dans le but de restructurer et de moderniser techniquement les opérations de l'entreprise. Ainsi, la croissance du volume de travailleurs a également été limitée, passant de 4 350 en 1985 à 4 862 en 1990, soit seulement 12 % en 5 ans, ce qui signifie que l'indicateur d'employés pour 1 000 lignes est passé de 34 à 26 sur ladite période.

La proposition de télécommunications préparée sous le gouvernement Cerezo était caractérisée comme ce que l'on pourrait appeler un hybride entre le néolibéralisme et le développementalisme militaire. Cerezo était favorable à l'utilisation de capitaux privés où l'État était toujours aux commandes et dont il pouvait encore tirer une partie des bénéfices. Le plan visait à impliquer les entreprises étrangères dans le développement des infrastructures et la fourniture des services. L'idée n'était pas celle d'une privatisation totale, mais celle d'offrir en concession plusieurs des fonctions du secteur. Il comprenait le développement de la téléphonie par satellite, de la téléphonie cellulaire et l'installation de 75 000 téléphones communautaires. Des accords ont été conclus avec divers fournisseurs d'équipements et transporteurs (dont Ericson, AT&T, Telecom Italia) pour participer au projet, d'une valeur totale de 250 millions de dollars. La seule partie du plan qui a été réalisée a été l'octroi, en 1989, de la concession de la bande cellulaire B, pour 20 ans, à Comcel, un consortium entre la société cellulaire internationale Millicom et une minorité d'investisseurs locaux. La condition de la concession était que Comcel aurait un monopole sur les services cellulaires pendant les cinq premières années et qu'elle devrait payer au gouvernement une redevance de 20% des bénéfices.

Cerezo a ensuite été également accusé d'avoir un intérêt direct dans la propriété Comcel. Parmi les investisseurs minoritaires de Comcel figuraient un certain nombre de personnes proches du parti chrétien-démocrate au pouvoir, dont le ministre des Affaires étrangères Alfonso Cabrera - qui était en même temps secrétaire général du parti - et Cerezo lui-même. Pour ces deux actions, et pour l'achat de trois hélicoptères Sikorsky à la Jordanie, au prix de 2 millions de dollars américains, en 1991, Cerezo a été accusé de détournement de fonds. Cependant, comme il était alors membre du Parlement centraméricain et jouissait donc de l'immunité, il n'a pas été condamné.

Le nouveau président Jorge Serrano a dû prendre en charge une économie en difficulté. Sous l'administration Cerezo, l'inflation a atteint 60 %, le déficit budgétaire a augmenté et la dette extérieure mondiale a atteint 2,49 milliards de dollars (Banque mondiale, 1995b). En 1991, le gouvernement a tenté de renégocier le montant de la dette qui avait expiré en 1990 (145 millions de dollars) ; sur ce montant, 33,8 millions de dollars provenaient de la BID et 79,7 millions de dollars de la Banque mondiale.

Un élément très important pour le processus de privatisation à long terme de la société de télécommunications a été l'effort de renégociation de la dette bilatérale avec le Mexique. En mars 1991, le ministre des Affaires étrangères, Álvaro Arzú, s'est rendu au Mexique dans le but de renégocier 70 millions de dollars américains de la dette

bilatérale que le Guatemala avait avec le Mexique. À ce moment-là, le Mexique avait commencé à façonner son rôle de nouveau leader régional et avait donc exprimé son intérêt pour la restructuration de la dette en échange d'actions dans les entités étatiques privatisées. L'accord signé par Arzú indiquait que la dette serait restructurée "dans le cadre d'un schéma flexible, qui envisage des mécanismes de réduction de la dette par le biais de programmes d'échange de dettes pour les actifs de l'État, dans le cadre de la politique de privatisation des entreprises publiques que le gouvernement du Guatemala est en train d'adopter ». Parmi les entreprises publiques citées figure Guatel. Les actions antidémocratiques de Serrano se sont heurtées à la résistance des secteurs populaires, du CACIF et des secteurs de l'armée, et tous ensemble, avec le soutien international – notamment de l'Organisation des États américains (OEA) – ont réussi à récupérer un gouvernement constitutionnel. Le secteur privé a pris l'initiative une commission ad hoc (l'Instance nationale de consensus) en tant que forum pour obtenir un accord, entre les différents secteurs, sur la manière de rétablir le gouvernement constitutionnel. La Cour a accepté d'installer le Médiateur des droits de l'homme, Ramiro de León Carpio, comme président par intérim et des élections au Congrès étaient prévues pour 1994, après la destitution des membres corrompus du Congrès. De León a reçu le mandat de gouverner jusqu'aux nouvelles élections présidentielles, prévues pour 1995.

Il y avait des groupes du secteur privé très puissants qui faisaient pression pour la privatisation des entreprises publiques depuis de nombreuses années. Ses opinions ont été formées à la fois à partir d'expériences avec les dictatures précédentes et du rôle des entreprises d'État dans celles-ci, ainsi que de l'adoption d'idées venues de l'étranger. En un mot, de compte, ils ont établi une histoire du passé du Guatemala, avec laquelle les nouvelles générations de chefs d'entreprise et d'hommes politiques ont été éduquées. Enfin, ceux-ci influenceraient l'administration entrante de Ramiro de León Carpio.

Le gouvernement intérimaire de Ramiro de León a pris des mesures importantes vers la privatisation de Guatel, nommant le libéral engagé, le Dr Ayau, comme « privatiseur du gouvernement ». Cela s'est produit malgré le fait que León Carpio lui-même était loin d'être un néolibéral convaincu. Il arrive au gouvernement après sa fonction de défenseur des droits de l'homme (ombudsman) et était un socialiste autoproclamé. De plus, ayant Jacobo Árbenz comme modèle, il ne considérait pas les infrastructures comme un secteur à but lucratif, mais plutôt comme une clé dans une stratégie de développement national.

Dans un premier temps, León Carpio pouvait compter sur le soutien du CACIF, en tant que candidat de compromis dans le processus de restauration du gouvernement constitutionnel après l'auto-coup d'État de Serrano. Cependant, même avant l'entrée en fonction de De León, des représentants du secteur privé avaient exprimé des doutes sur le fait qu'il disposait des conditions de leadership et de la confiance du Congrès pour mener à bien une tâche telle que la privatisation d'entreprises publiques (Lionel Toriello, président de l'Association des banquiers, dans : Informe de Centroamérica, 29 octobre 1993). Les actions qu'il a entreprises concernant la réforme fiscale et la privatisation de l'électricité les ont encore plus convaincus qu'il n'était pas l'homme de la situation.

Bien que le CACIF soit fondamentalement favorable aux politiques de privatisation proposées par Ayau, il a cessé de lui apporter un soutien fort. Lorsqu'on lui a demandé directement si CACIF le soutenait, Ayau a répondu comme suit : "Non. Ce qu'ils voulaient, c'était acheter les entreprises. Et je leur ai dit de participer au processus d'appel d'offres. Mais ils n'étaient pas si mal. En fait, ils ne me soutenaient pas, à cause de ma position sur d'autres questions. Pas parce qu'ils étaient contre, parce qu'ils étaient pour. Donc, s'ils agissaient en faveur de la privatisation, ils le feraient sans recourir à moi. Parce qu'à cette époque, notre relation était antagoniste." En résumé, bien qu'en principe le secteur privé soit favorable à la privatisation, il s'est opposé aux tentatives de privatisation du gouvernement, en raison de son refus de céder le pouvoir à l'État, même lorsqu'il s'agissait de mettre en œuvre des politiques qui augmenteraient la participation du secteur privé dans l'économie.

Un autre facteur entravant la mise en œuvre des réformes dans le secteur des télécommunications a été la présence continue de partisans de la ligne dure militaire au sein du conseil d'administration de Guatel. Lorsque León Carpio a pris ses fonctions, il a nommé Díaz López directeur général de Guatel. Alors que la nomination d'Ayau a été considérée comme une mesure visant à calmer le secteur privé, la nomination de Díaz López au poste de directeur général de Guatel ne peut guère être interprétée comme autre chose qu'un effort pour apaiser les extrémistes militaires.

Cependant, bien que les idées générales de sa faction militaire soient anti-étatiques, les idées que Díaz López a présentées en tant que directeur de Guatel ont introduit plusieurs éléments étatistes, qui visaient à ne pas perdre le contrôle de l'institution. Les plans étaient très similaires à ceux qui avaient été présentés sous Cerezo. Les objectifs étaient d'accroître la participation du secteur privé, tout en maintenant un rôle pour l'État.

L'une des premières actions de la nouvelle direction de Guatel a été d'engager l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour préparer les documents d'appel d'offres pour la concession d'une deuxième bande cellulaire. Selon les documents, l'attribution du contrat dépendrait non seulement du prix offert pour remporter la concession, mais également d'un certain nombre d'autres attributs, tels que les plans de développement du réseau et les prix à proposer au consommateur. En d'autres termes, ce qui était prévu était un « concours de beauté » autoproclamé.

Lorsque le discours sur la privatisation a inclus Guatel, sous le régime de León Carpio, divers groupes ont commencé à se former. Avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert, les syndicats ont commencé à préparer des alternatives et à les diffuser auprès du public. C'est devenu une campagne publique dans laquelle le message était que Guatel avait rendu de nombreux services à la population, et qu'il fallait la restructurer et lui donner une autonomie complète, afin d'en faire un véritable instrument de développement. Les syndicats ont également tenté d'utiliser la stratégie de la carotte, promettant d'installer 725 300 nouvelles lignes téléphoniques si le gouvernement s'abstenait de privatiser (Prensa Libre, 12 janvier 1995).

Début 1995, les syndicats présentent leur propre proposition, qui s'intitule « Réaffirmer la décentralisation et l'autonomie ». Cela impliquait l'exécution de plusieurs modifications de la loi organique de Guatel (71-14), qui donneraient à ce dernier une autonomie financière et administrative considérablement accrue par rapport au gouvernement central.

De plus, les syndicats ont fait pression sur le gouvernement pour qu'Ayau démissionne. Dans une lettre ouverte au président, datée du 24 novembre, Steguatel a exigé que León Carpio procède à la suspension immédiate du processus, et qu'il annule la nomination du Dr Ayau. Sous la direction du syndicat 22 de Febrero, les syndicats se sont mis en grève et ont menacé de paralyser l'ensemble du réseau de communication. Finalement, ils ont réussi à obtenir du gouvernement qu'il suspende le processus pendant un mois et à assurer la participation des syndicats à ce processus.

En décembre 1995, le Partido de Avance Nacional (PAN) et son candidat à la présidence, Álvaro Arzú, ont remporté les élections et, en janvier 1996, il a pris le pouvoir au milieu d'une vague de soutien de la communauté internationale. Cela était basé sur sa détermination à poursuivre le processus vers la paix; et en décembre 1996, le gouvernement et la guérilla ont signé les accords de paix définitifs qui ont mis fin à une guerre civile qui avait duré 36 ans. Dans l'accord socio-économique, qui faisait partie du paquet, une obligation claire du gouvernement a été établie en termes de développement de l'amélioration des infrastructures dans les zones rurales et pauvres, en particulier dans les zones les plus durement touchées par la guerre.

L'une des premières actions du gouvernement a été l'élaboration d'une nouvelle loi sur les télécommunications. Celle-ci a été approuvée par le Congrès guatémaltèque le 17 octobre 1996 (Loi générale sur les télécommunications, Décret législatif 94-96). La loi a été largement saluée comme la loi sur les télécommunications la plus libérale et la plus moderne d'Amérique latine; il a établi un cadre réglementaire qui a privatisé non seulement l'exploitation des services téléphoniques, mais aussi l'administration du spectre radioélectrique et de nombreuses autres fonctions réglementaires. Les droits d'utilisation du spectre radio seraient accordés sous la forme de titres d'usufruit, ce qui équivalait presque à la propriété privée.

Le cadre réglementaire présentait deux principales caractéristiques novatrices : il autorisait un degré élevé de concurrence et établissait une entité réglementaire, la Surintendance des télécommunications (SIT), qui disposait de pouvoirs très limités pour exécuter son mandat. Afin d'assurer la concurrence, elle a d'abord évité d'accorder des droits de monopole. De plus, la loi garantit l'accès des opérateurs de radiofréquences et d'autres services aux « ressources essentielles ». Ainsi, selon la loi, chaque opérateur est tenu d'assurer l'interconnexion aux réseaux des entreprises concurrentes, et permet à ses clients de changer librement de fournisseur de services. Les prix et les conditions d'interconnexion ne seraient pas réglementés, mais établis par des accords entre les différents opérateurs.

La loi a instauré une procédure innovante, qui devrait être appliquée par l'expert arbitral lors de l'établissement d'un litige sur le prix de l'interconnexion ou pour l'accès à toute autre « ressource essentielle » ; cette procédure était appelée « arbitrage de la proposition finale ». La formule était basée sur le raisonnement de la théorie des jeux et vise à éliminer toute raison, dans les parties, qui est à l'origine de la demande de prix déraisonnables. Un autre aspect de la loi était que les prix finaux étaient complètement déréglementés. Cela a été facilité par le système de paiement à l'interconnexion, et a permis de réduire le rôle du SIT à celui de faciliter l'arbitrage. Elle ne pouvait intervenir directement, mais devait attendre l'existence d'une réclamation de l'une des parties.

Au départ, l'idée était aussi de faire du SIT une institution autonome. Cependant, puisque la création d'entités autonomes nécessitait une majorité des 2/3 au Congrès, et que le PAN ne contrôlait qu'une majorité simple, cette idée n'a pas prospéré. Ainsi, le SIT a été établi comme une dépendance du ministère des Communications.

Plus tard, la loi a créé un fonds (Fondetel) pour la réalisation de projets de télécommunications dans les zones rurales et/ou dans les zones urbaines à faible revenu, remplaçant toutes les autres subventions gouvernementales. Au cours des huit premières années de fonctionnement, 70 % des revenus de l'enchère des radiofréquences devaient être reversés à Fondetel.

Parallèlement à l'élaboration de la loi sur les télécommunications, Guatel prépare la vente. Afin de surmonter l'exigence constitutionnelle d'une majorité des 2/3 au Co pour l'aliénation des institutions autonomes, des modifications ont été apportées à la loi sur le ministère public, sur la base des idées développées par Eduardo Mayora sa période en tant que conseiller d'Ayau (Projet de modification 20-97). Dans sa version modifiée, la loi prévoyait la possibilité de transférer la propriété de l'État à une nouvelle ou à une ancienne société par actions. Le 28 juin 1997, le conseil d'administration de Guatel a publié le décret 11-97 dans lequel le processus de privatisation a été ordonné. Par la suite, Guatel s'est transformé en une figure organisationnelle jusque-là inconnue, une propriété d'État unitaire, ressemblant à une société d'État actionnaire.

À partir de 1996, il y a donc eu un grand changement dans le secteur des télécommunications guatémaltèque, encouragé par la nouvelle loi qui, dans son article 22, établit la liberté de concurrence : "Les conditions contractuelles, ainsi que les prix, pour la fourniture de tous les types de services commerciaux de télécommunications seront librement stipulés entre les parties et ne seront pas soumis à la réglementation ou à l'approbation d'une autorité étatique, à l'exception de ce qui est lié à l'accès aux ressources essentielles, qui est soumis à ce qui est prescrit dans la présente loi ».

Ainsi, l'ouverture totale du marché est confirmée, il n'y a pas d'exigences pour la fourniture de services ou de limitations à l'investissement ou au transfert de bénéfices, à l'exception de celles qui sont envisagées dans l'ordre juridique général du pays.

En bref, l'Administration fournit le cadre juridique approprié pour développer les activités de télécommunications et la bonne utilisation du spectre radioélectrique, afin de soutenir et de promouvoir le développement efficace du secteur, de stimuler les investissements, tant locaux qu'internationaux, ainsi que d'encourager la libre concurrence. , sans oublier la protection des droits des utilisateurs.

Enfin, le gouvernement a annoncé son intention de vendre jusqu'à 95 % des 28,8 millions d'actions de Telgua (évaluées à environ 440 millions de dollars) à un investisseur stratégique, et celles-ci ont été transférées à Citibank, à New York.

Dans une procédure marquée par de fortes disputes juridiques, la vente aux enchères de Telgua a été tentée pour la première fois en 1997 et bien que plusieurs sociétés internationales aient manifesté leur intérêt, il n'y a eu qu'une seule proposition formelle du mexicain Telmex, qui a été rejetée par le gouvernement pour considérer que elle n'était pas ajustée économiquement à la valeur des actifs à vendre.

Quelques jours avant l'enchère frustrée, le 19 novembre 1997, le Congrès avait approuvé un amendement à la loi (décret 115-97), qui modifiait certaines des idées de base de la loi de 1996. Premièrement, la formule de règlement des différends sur les tarifs d'interconnexion a été modifiée en faveur de l'opérateur historique. Alors qu'à l'origine l'expert qui devait intervenir dans un litige devait fixer le prix à « l'augmentation du coût moyen à long terme », désormais, en vertu de la loi de 1997, celui-ci doit être basé sur les coûts moyens historiques.

Cela signifiait que le coût serait plus élevé, dans la mesure où une éventuelle innovation technologique ne serait pas prise en compte. Le transporteur historique serait favorisé, en outre, par un nouveau paragraphe qui déclare que le fournisseur de la connexion locale doit recevoir 70% des revenus pour le paiement international. Deuxièmement, l'amendement de 1997 a retardé l'introduction de l'interconnexion obligatoire. La loi initiale établissait que tout fournisseur de réseau commercial disposant de plus de 10 000 lignes d'accès devait permettre aux utilisateurs de se connecter librement aux réseaux d'autres fournisseurs, et que les abonnements devaient être flexibles pour rendre cela possible (article 49).

La nouvelle loi supprimait la note de flexibilité et ajoutait une condition selon laquelle celle-ci devait intervenir au plus tard le 31 décembre 1998, avec une possibilité de prolongation jusqu'au 1er juillet 1999. En conséquence, elle lui conférerait un monopole d'au moins un an au porteur historique.

Pour le dire brièvement, l'amendement a affaibli certains des critères libéraux établis dans la loi de 1996. Il a mis l'opérateur historique en position de facturer les prix les plus élevés aux entrants, et avec le pouvoir de retarder la concurrence.

Le 7 janvier 1998, Giovanni Musella, directeur adjoint de Telgua, a annoncé qu'une deuxième tentative serait faite vers la fin de ce mois pour vendre l'entreprise. Auparavant, une modification majeure avait été apportée aux conditions de participation à l'enchère ; c'est-à-dire la suppression de l'exigence selon laquelle les participants doivent être des opérateurs internationaux de télécommunications. La participation était ouverte aux groupes d'investisseurs et aux banques. Tous les participants pourraient être internationaux ou nationaux, mais le premier devrait avoir un minimum de 10% de participation nationale.

À peu près à la même époque, le gouvernement a annoncé publiquement un prix final inférieur, fixé à 700 millions de dollars américains, mais en faisant valoir qu'il s'attendait à obtenir jusqu'à 800 millions de dollars américains. La vente aux enchères a été reportée à plusieurs reprises, mais finalement, le 30 septembre, il a été annoncé que la vente aux enchères de Telgua aurait lieu le lendemain matin. La sélection du lauréat serait effectuée par un conseil de notables, qui comprenait le ministre des Communications, Fritz García-Gallont, le ministre des Finances, Pedro Miguel Lamport, le directeur général de Telgua, Alfredo Guzmán, et des représentants de JP Morgan. . À ce stade, seules deux des six entreprises qui s'étaient présélectionnées restaient parties intéressées. Il s'agissait de : Datacom, une filiale de Deutsche Telecom, et Luca, SA, un groupe d'investissement local. Telmex, GTE, Telefónica de España et le groupe local TeleRed s'étaient retirés. La tarea de la Junta de Notables fue fácil, ya que solo Luca, SA hizo finalmente una oferta, por US\$700,1 millones, lo que representaba US\$25,59 por acción, US\$6,25 más que la oferta que Telmex había hecho l'an passé.

Poco después se reveló que Luca, SA había concertado un acuerdo con el Gobierno para pagar Telgua en cuotas: US\$200 millones a la firma del contrato (5 noviembre), US\$150 millones 18 meses después, y US\$350 millones, 36 meses después de ce qui précède. Sur le premier paiement, 120 millions de dollars seraient utilisés pour annuler la dette avec Hamilton Bank, que Telgua avait contractée pour payer les prestations des travailleurs le 28 août 1997. En outre, JP Morgan a reçu 4,45 millions de dollars pour des services de conseil.

Telmex a acheté 79% des actions de Luca. En achetant Luca, Telmex a acquis le contrôle de Telgua, sans violer la clause du contrat entre Luca et l'État guatémaltèque dans lequel il était interdit à Luca de céder Telgua à des tiers. Ainsi, il n'a pas été révélé combien Telmex avait payé pour les actions, mais il ne faisait aucun doute que les investisseurs de Luca avaient grandement bénéficié de la transaction.

En bref, le Guatemala a été le premier pays à adopter la loi sur les télécommunications la plus libérale au monde. Si elle est mise en œuvre avec succès, la loi pourrait garantir un degré élevé de concurrence, ce qui serait censé profiter aux consommateurs. En 1997, certaines réformes ont été introduites, ce qui a atténué le caractère libéral du cadre, mais Telgua a été privatisée dans un cadre concurrentiel. Malgré cela, le public a estimé que le processus entourant la privatisation était caractérisé par la fraude et un manque de transparence, et qu'il profitait principalement à l'élite.

Au milieu de l'année 1997, la relation entre la privatisation de Guatel et la recherche d'une solution à la situation budgétaire, et en particulier à la dette intérieure, est devenue un axe majeur du débat public. Au cours des six premiers mois de 1997, le gouvernement avait dépensé 41 % du budget pour le premier remboursement de la dette publique et s'attendait à un grave déficit budgétaire si aucune solution n'était trouvée. À ce stade, la dette publique totale était de 1 749,8 millions de dollars américains (Prensa Libre, novembre 1997). Pour novembre 1997, une mission du FMI devait négocier un accord fictif ou un accord de confirmation, et les deux dépendraient d'une situation budgétaire satisfaisante (Prensa Libre, 3 novembre 1997).

En août 1997, la vice-ministre des Finances, Irma Luz Toledo Peñañe, a annoncé que le budget pour 1998 avait été calculé avec un revenu attendu de la vente de Guatel de 1,500 million de Q (220 millions de dollars). Par la suite, ce chiffre a été réduit par le ministre des Finances, Alejandro Arévalo, lorsqu'en décembre, il a déclaré que le budget pour l'année suivante était basé sur un revenu attendu de 1,519 million de Q de la vente d'entreprises publiques, dont 1,200 Q millions (79 %) devaient provenir de Guatel. Le directeur de Telgua, Guzmán, a annoncé que 300 millions de Q des fonds obtenus de la vente de Guatel seraient utilisés pour payer les prestations, 98 millions de Q au fonds de pension de l'entreprise, tandis que le reste serait divisé entre le paiement de la dette interne du gouvernement et les dépenses sociales ,

L'échec de la vente de Telgua a non seulement rendu la situation financière du gouvernement très difficile, mais aussi celle de Telgua elle-même. Le principal problème était de savoir comment trouver l'argent pour payer les 75 millions de dollars que les 6 000 travailleurs de Guatel avaient négociés comme indemnités de départ pour leur licenciement. La date limite pour ce paiement avait été fixée au 6 avril, mais au 3 avril, la demande d'approbation pour gérer un prêt à cet effet n'avait même pas été envoyée au Congrès. L'incertitude a continué d'entourer la question de savoir d'où Telgua obtiendrait l'argent, jusqu'à ce qu'il soit révélé que Telgua avait obtenu un prêt de 100 millions de dollars américains de la Hamilton Bank. Ce prêt avait été accordé à Telgua à un taux d'intérêt extraordinairement élevé (Libor +6,75%). Dans le compromis de vente définitif, entre l'État guatémaltèque et Luca SA, le prêt a été escompté (y compris les intérêts) et, en fin de compte, ce sont les coffres de l'État du Guatemala qui ont été les perdants. En bref, ce que l'État guatémaltèque a gagné du processus était très peu, et les principaux gagnants étaient sans aucun doute des membres de l'élite du secteur privé. Si vous ne comprenez pas les stratégies commerciales du secteur privé, et les relations de ce secteur avec le gouvernement, il est impossible de comprendre le processus de privatisation de Guatel. membres de l'élite du secteur privé. Si vous ne comprenez pas les stratégies commerciales du secteur privé, et les relations de ce secteur avec le

gouvernement, il est impossible de comprendre le processus de privatisation de Guatel. membres de l'élite du secteur privé. Si vous ne comprenez pas les stratégies commerciales du secteur privé, et les relations de ce secteur avec le gouvernement, il est impossible de comprendre le processus de privatisation de Guatel.

Les élites du secteur privé guatémaltèque avaient commencé à se préparer à l'éventuelle privatisation de Guatel depuis le gouvernement de Jorge Serrano Elías. À cette époque, Álvaro Arzú était ministre des Relations extérieures et, comme indiqué ci-dessus, il avait déjà discuté de la question de la privatisation avec le gouvernement mexicain rapprochant d'une renégociation de la dette que le gouvernement guatémaltèque avait envers les Mexicains. De son côté, la préparation du secteur privé avait progressé de deux manières. Tout d'abord, plusieurs petites entreprises ont été créées qui exploitaient un nombre limité de lignes, la plupart reliant des hommes d'affaires à Guatemala City. Plusieurs banques ont créé leurs propres sociétés de télécommunications, afin de répondre aux demandes de communications internes, ainsi que de services de guichets automatiques. L'une d'entre elles était Telered, une société établie depuis 1991. Telered avait contracté une dette importante, en raison d'investissements dans l'équipement, et avait besoin de nouveaux capitaux. Ainsi a commencé la relation entre Luca SA et Telered.

Ainsi, les élites traditionnelles du secteur privé ont réussi à prendre part au nouveau secteur économique grâce à leur contrôle direct au sein du gouvernement. D'autres membres de l'équipe gouvernementale, comme le ministre des Communications –Fritz García-Gallont– et le directeur général de Guatel –Alfredo Guzmán– ne faisaient pas partie de l'oligarchie, mais ont réussi à s'assurer une place dans le secteur des télécommunications après la privatisation. Guzmán a poursuivi sa carrière chez Nortel, la société qui a acquis la licence d'exploitation du gang SCP de Guatel en 1997. Il y avait des allégations concernant l'implication personnelle de Fritz García Gallont dans l'achat de Telgua via Agro Comercial SA, une société d'exportation de café. dont il avait été vice-président en 1992, et la personne chargée de l'enregistrer en tant que société offshore dans les îles Vierges. Cependant, il s'est d'abord assuré une place parmi les élites, en tant que nouveau maire de la ville de Guatemala après les élections de 1999.

Comparée à l'Union européenne, Guatemala est très en retard dans le développement des télécommunications.

Le code national +502 comptait 22,66 millions de lignes. Parmi elles, on comptait 20,39 millions de téléphones portables, ce qui correspond à une moyenne de 1,2 par personne. Dans l'UE, ce chiffre est de 1,2 téléphone portable par personne.

Avec environ 357.552 millions d'hôtes web, c'est-à-dire de serveurs Internet se trouvant dans le pays, Guatemala se situe en dessous de la moyenne mondiale. À la fin de l'année 2020, 1.798 d'entre eux, soit environ 1 %, étaient sécurisés par SSL ou un cryptage comparable.